



Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Prestations de sûreté, de sécurité incendie, de sécurité mobile et de télésurveillance pour l'Université de Strasbourg

Université de Strasbourg
Direction des Finances – Département Achats Marchés

Table des matières

| | | |
|---------|--|----|
| I. | Présentation du pouvoir adjudicateur | 4 |
| II. | Objet du marché | 4 |
| III. | Conditions et modalités d'exécution | 5 |
| III.1 | Service de planification | 6 |
| III.2 | Sous-traitance | 6 |
| III.3 | Les prestations de sûreté, de sécurité incendie et de sécurité mobile | 6 |
| III.3.1 | Les prestations récurrentes (forfaitaires) de sûreté et de sécurité incendie | 6 |
| III.3.2 | Les prestations planifiées de sûreté et de sécurité incendie (partie à bons de commande) | 8 |
| III.3.3 | Les prestations non-planifiées et les prestations urgentes de sûreté et de sécurité incendie (partie à bons de commande) | 8 |
| III.4 | Les prestations de sécurité mobile (partie à bons de commande) | 9 |
| III.5 | Les prestations de télésurveillance (partie à bons de commande) | 9 |
| IV. | Missions attendues dans le cadre des prestations de sûreté | 10 |
| IV.1 | Agrément et certification | 10 |
| IV.2 | Descriptions des prestations | 10 |
| IV.1.1 | Gestion des accès | 10 |
| IV.1.2 | Gestion des espaces | 11 |
| IV.1.3 | Gestion des événements indésirables | 11 |
| IV.1.4 | Vigipirate | 11 |
| IV.1.5 | Participation à la constitution de dossier de dépôt de plainte | 11 |
| IV.1.6 | Gestion de l'information | 11 |
| IV.1.7 | Gestion des matériels et équipements | 12 |
| IV.1.8 | Gestion des sinistres, incidents, accidents et anomalies | 12 |
| IV.1.8 | Gestion de la documentation | 13 |
| V. | Missions attendues dans le cadre des prestations de sécurité incendie | 13 |
| VI. | Missions attendues dans le cadre des Prestations de sécurité mobile (de type rondes) | 14 |
| VII. | Missions attendues dans le cadre des prestations de télésurveillance | 16 |
| VII.1 | Agrément et certification | 16 |
| VII.2 | Re-paramétrage des alarmes | 16 |
| VII.3 | Délais d'intervention | 17 |
| VII.4 | Consignes en cas de déclenchement d'une alarme anti-intrusion, incendie ou technique | 17 |
| VII.4.1 | Consignes particulières des sites | 17 |
| VII.4.2 | Consignes standardisées s'appliquant à défaut de consignés spécifiques | 17 |
| VII.5 | Consignes en cas de déclenchement d'une alarme de protection du travailleur isolé (PTI) | 18 |

| | |
|---|----|
| VII.6 Bon fonctionnement des systèmes d'alarme | 18 |
| VIII. Dispositions relatives aux personnels du titulaire | 19 |
| VIII.1 Dispositions générales | 19 |
| VIII.2 Reprise du personnel | 19 |
| VIII.3 Obligations et déontologie | 20 |
| VIII.4 Connaissance des sites | 20 |
| VIII.5 Vêtements de travail | 20 |
| VIII.6 Retard ou remplacement | 21 |
| VIII.7 Formation des personnels | 21 |
| VIII.8 Suivi du personnel..... | 21 |
| VIII.8 Personnels d'encadrement..... | 22 |
| VIII.9 Chef d'équipe..... | 22 |
| VIII.10 Agent d'exploitation..... | 22 |
| VIII.10 Maître-chien | 23 |
| IX. Dispositions communes à l'ensemble des prestations..... | 23 |
| IX.1 Planification | 23 |
| IX.2 Plan de prévention..... | 23 |
| IX.3 Obligations et responsabilité du titulaire | 24 |
| IX.4 Assurances | 24 |
| IX.5 Accès aux sites et aux locaux | 24 |
| IX.6 Réunions de suivi | 24 |
| IX.7 Statistiques des prestations | 25 |
| IX.8 Contrôles des prestations réalisés par le pouvoir adjudicateur | 25 |
| X. Dispositions spécifiques..... | 26 |
| X.1 Main courante et contrôle de rondes « électroniques »..... | 26 |
| X.2 Registre de sûreté | 26 |
| X.3 Exercices de gestion de situations d'urgence | 26 |
| XI. Responsabilité sociétale des organisations..... | 27 |
| XI.1 Considérations environnementales | 27 |
| XI.1.1 Dispositions générales..... | 27 |
| XI.1.2 Prestations isolées de sûreté et de sécurité incendie liées à l'évènementiel | 27 |
| XI.2 Considérations sociales | 27 |
| XII. Annexes au CCTP | 28 |

I. Présentation du pouvoir adjudicateur

L'Université de Strasbourg est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel régi par les dispositions du Code de l'éducation et notamment le Titre I^{er} du Livre VII. Une présentation générale de l'Unistra ainsi que le plan des campus peuvent être consultés sur le site : <https://www.unistra.fr/universite/decouvrir-les-campus>

Les espaces intérieurs et extérieurs de l'Université de Strasbourg constituent des espaces relevant du **domaine privé** mais accessibles au public, ces espaces ne font donc pas partie de la voie publique.

L'Université de Strasbourg accueille plus de 56 000 étudiantes et étudiants chaque année. La population étudiante regroupe 156 nationalités différentes et environ 11 000 personnes sont de nationalités étrangères (soit 20 % des effectifs).

L'effectif professionnel de l'Université de Strasbourg est composé de plus de 9000 personnels ainsi que de plus de 5000 intervenants extérieurs.

II. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) concernent :

Les prestations de sûreté, de sécurité incendie, de sécurité mobile et de télésurveillance pour l'Université de Strasbourg

Le présent marché a pour objet l'exécution des prestations de sûreté, de sécurité incendie, de sécurité mobile et de télésurveillance pour l'ensemble des espaces intérieurs et extérieurs de l'Université de Strasbourg.

Les prestations du présent marché sont divisées en deux parties :

- Les prestations récurrentes sur une partie forfaitaire (DPGF)
- Les prestations complémentaires sur une partie à bons de commande (BPU)

Conformément à l'article 10 du CCAP, l'ensemble des prestations du présent marché seront exécutées selon une **obligation de résultat**.

Une grande **réactivité** ainsi qu'une grande **flexibilité** sont attendues du titulaire, dans le respect des pratiques conventionnelles.

Les prestations auront lieu sur les différents sites de l'Université de Strasbourg situés principalement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, mais également dans d'autres territoires de la Collectivité Européenne d'Alsace (dont notamment Haguenau, Sélestat et Colmar).

La quasi-totalité des bâtiments sont des établissements recevant du public (ERP).

Les responsables Unistra de chaque site sont compétents pour la détermination des besoins en agents de sûreté et en agents de sécurité incendie, notamment en coopération avec le Service prévention sécurité environnement (SPSE) de l'Université de Strasbourg.

Il ne sera pas demandé au titulaire de réaliser des audits, mais ce dernier sera tenu par un devoir de conseil.

III. Conditions et modalités d'exécution

Le présent marché s'agit d'un marché composite, ainsi, les prestations sont divisées en deux grandes familles :

- **Une partie forfaitaire** (marché ordinaire) pour les prestations récurrentes et régulières de sûreté et de sécurité incendie
- **Une partie à bons de commande** (accord-cadre à bons de commande) pour les prestations complémentaires suivantes :
 - * les prestations planifiées de sûreté et de sécurité incendie,
 - * les prestations non-planifiées de sûreté et de sécurité incendie,
 - * Les prestations urgentes de sûreté et de sécurité incendie,
 - * Les prestations de sécurité mobile,
 - * Les prestations de télésurveillance

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux stipulations du CCAP, du CCTP, des DPGF et des bons de commande notamment.

Le titulaire pourra être sollicité par courrier électronique ou par appel téléphonique avec confirmation par courrier électronique. Dans cette hypothèse, le titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux indications du courrier électronique. Ces indications seront ultérieurement retranscrites dans un bon de commande formel.

Les interventions relatives à la prévention et à la protection des risques d'incendie, de sécurité des biens et des personnes, et de malveillances notamment, devront être réalisées sans délai par l'agent à compter du moment où il a connaissance du risque.

De même, les interventions relatives au non-respect des consignes de sûreté, à la prévention et à la protection des risques d'intrusion, d'agression, et de non-respect de la réglementation et de la législation applicable, devront être réalisées sans délai par l'agent à compter du moment où il a connaissance du risque.

Pour l'exécution du présent marché, les différents rythmes de travail et majorations applicables sont celles prévues par les textes réglementaires et/ou les accords conventionnels nationaux dont notamment la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité.

Le titulaire s'engage à ce que l'ensemble des prix proposés comprennent l'intégralité des charges associées (habits, déplacements, frais de repas, etc.) Aucune facture pour frais annexes ne sera admise par le pouvoir adjudicateur.

III.1 Service de planification

Le titulaire devra affecter un service planificateur à la gestion des demandes de prestations du pouvoir adjudicateur.

Le candidat devra détailler dans son cadre de réponse technique (CRT), la présentation et l'organisation de ce service de planification et/ou de coordination.

Un **numéro d'astreinte** devra être joignable 24/7 (soit 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, tous les jours de l'année) via un numéro de téléphone d'indicatif français (+33) et **non-surtaxé** (prix d'un appel local ou gratuit). Cette astreinte sera également compétente pour connaître les demandes effectuées par téléphones et/ou par courriers électroniques.

III.2 Sous-traitance

La sous-traitance sera **autorisée** dans l'exécution du présent marché.

Le cas échéant, le sous-traitant ainsi que son personnel seront soumis aux mêmes exigences et obligations que le titulaire du marché.

Toute activité sous-traitée devra faire l'objet d'une déclaration via le formulaire « DC 4 ».

En cas de manquement, des pénalités pourront être appliquées au titulaire.

III.3 Les prestations de sûreté, de sécurité incendie et de sécurité mobile

Ces prestations sont indiquées dans le tableau ci-dessous, des précisions concernant leurs conditions d'exécution se trouvent dans les paragraphes qui suivent.

| Type de prestation | Délai de commande | Vacation minimale opposable |
|----------------------------|---|-----------------------------|
| Prestations récurrentes | NA (selon DPGF) | Non |
| Prestations planifiées | 12 jours ouvrés ou + avant le 1 ^{er} du mois | Non |
| Prestations non-planifiées | + de 7 jours ouvrés (par défaut) | Oui |
| Prestations urgentes | - de 7 jours ouvrés (par défaut) | Oui |
| Rondes planifiées | + de 24 heures franches | Non |
| Rondes urgentes | - de 24 heures franches | Non |

III.3.1 Les prestations récurrentes (forfaitaires) de sûreté et de sécurité incendie

Ce sont des prestations récurrentes et régulières de sûreté et de sécurité incendie (les missions sont précisées aux articles IV et V du présent CCTP notamment), le détail des horaires de prestation est précisé par la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), sur une base annuelle. La facturation s'effectuera sur une base mensuelle à terme échu, selon les prestations réellement effectuées du mois.

Chaque DPGF de la partie forfaitaire du marché est associée à un calendrier, qui classe les besoins récurrents selon la fréquentation du ou des sites. Il existe 4 périodes :

- **Activité normale** : Cette période correspond notamment aux semaines d'ouverture avec la présence d'étudiants et de personnels, les besoins récurrents sont plus importants.
- **Moyenne activité** : Cette période correspond notamment aux semaines d'ouverture avec la présence de personnels uniquement, les besoins récurrents sont moins importants.
- **Basse activité** : Cette période correspond notamment aux semaines de congés et/ou de vacances universitaires, les besoins récurrents sont réduits.
- **Fermeture** : Cette période correspond aux semaines de fermeture totale, les besoins récurrents sont donc nuls.

À la date du lancement de la présente procédure, la partie forfaitaire du marché concerne 1 site : Le Poste de Sécurité Central (PSC) localisé à l'Institut Le Bel et géré par la Direction des affaires logistiques intérieures (DALI).

Les effectifs demandés pour ce PCS sont :

- Un binôme d'agents de sécurité (ADS* 2), 24 h/7, soit tous les jours de l'année, jours fériés compris
- Un binôme d'agents de sécurité (ADS* 2) supplémentaire la nuit, de 20 h 30 à 7 h, du lundi au samedi (hors dimanche et hors jours fériés)

Ce PCS est opérationnel 24/7 et n'est pas concerné par les périodes de moyenne activité, de basse activité ou de fermeture (soit en activité normale tous les jours de l'année).

Cette prestation est retranscrite dans le document « DPGF 01_PCS DALI », qui devra obligatoirement être complété par le candidat.

Ce Poste Central de Sécurité, situé dans le bâtiment « Institut Le Bel » du campus central, est partagé par les personnels du titulaire avec les personnels de l'Unistra. Un local distinct est mis à disposition du titulaire avec des vestiaires.

La gestion de ce PCS est assurée par le Département de sûreté de la Direction des affaires logistiques intérieures (DALI). La DALI a compétence pour intervenir sur le campus de l'Esplanade, le campus Historique et les bâtiments du secteur de la Forêt Noire notamment de l'Université de Strasbourg.

Le titulaire devra compléter l'équipement du Poste Central de Sécurité par les éléments suivants au minimum :

- Les accessoires de sécurité, conformément à la protection des travailleurs (gants, casques, etc.) ;
- Au moins 3 lampes portatives de secours ;
- 1 trousse à la pharmacie de premier secours et tous les consommables nécessaires à sa bonne tenue ;
- La fourniture et la maintenance de minimum 10 radios télé-portatives VHF dernière génération, compatibles avec le système de communication de l'université (canal sécurisé fourni par l'Unistra). Les informations relatives à ce système seront communiquées au titulaire dès la notification de l'accord-cadre ;

En cours d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'apporter des modifications à la partie forfaitaire. En effet, par le biais de la clause de réexamen, il pourra apporter des

modifications sur la DPGF du PSC, mais il pourra également intégrer ou retirer des sites de la partie forfaitaire en cours d'exécution.

III.3.2 Les prestations planifiées de sûreté et de sécurité incendie (partie à bons de commande)

Ce sont des prestations régulières ou non, qui seront commandées via des bons de commande et sur la base des taux horaires du BPU. Ces prestations pourront connaître des variations d'un mois à l'autre, en raison de la modification des horaires d'ouverture et de fermeture des bâtiments et des congés des agents internes Unistra notamment.

Ces besoins sont communiqués à titre informatif dans l'annexe 2 du présent CCTP (CCTP_Annexe 2_Besoins réguliers et variables).

L'Université de Strasbourg s'engage à transmettre le planning définitif des besoins au titulaire avant le 1^{er} de chaque mois, avec un **délai minimal de 12 jours ouvrés**.

Le titulaire devra ensuite transmettre en retour, à chaque service acheteur, le planning précis des prestations les concernant avec les noms des agents affectés. Ce planning (ou un document séparé) devra également détailler les prix de ces prestations. Si une prestation est concernée par plusieurs tarifs (ex : nuit, dimanche, etc.), la durée de chaque tranche sera nécessairement mentionnée. Ces éléments seront à communiquer avant le 1^{er} de chaque mois, à chaque service acheteur concerné.

NB : Les prestations planifiées seront toujours facturées « au réel » (soit selon les heures réellement effectuées). Le titulaire sera responsable de l'optimisation des plannings de son personnel afin que la durée minimale conventionnelle d'une période de travail des agents soit respectée.

III.3.3 Les prestations non-planifiées et les prestations urgentes de sûreté et de sécurité incendie (partie à bons de commande)

Considérant la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 actuellement en vigueur, et notamment ses articles 7.11 et 7.12, issus de l'article 2 de l'Accord du 1er avril 2021, étendu par l'article 1^{er} de l'Arrêté du 4 février 2022, le titulaire **disposera de la possibilité** de facturer la vacation de chaque agent pour une durée de **4 heures** minimum, dans le seul cadre des prestations non-planifiées et des prestations urgentes de sûreté et de sécurité incendie.

En complément des prestations récurrentes et/ou régulières, le pouvoir adjudicateur est susceptible de commander au titulaire du marché des prestations non-planifiées et/ou urgentes.

Ces prestations sont notamment liées à l'organisation d'évènements culturels, sportifs, académiques, ou au renforcement des effectifs réguliers durant les périodes d'examen, en cas de maladie et/ou d'absence, de veilles de jours fériés, lors de mouvements sociaux et autres aléas, etc.

Les prestations sont considérées comme **non-planifiées** lorsque l'Université de Strasbourg commande ces prestations au titulaire, avec un **délai supérieur ou égal à 7 jours ouvrés** avant le début des prestations.

A contrario, les prestations sont considérées comme **urgentes** lorsque l'Université de Strasbourg commande ces prestations au titulaire, avec un **délai inférieur à 7 jours ouvrés** avant le début des prestations.

NB : S'agissant du délai de commande permettant de déterminer si une prestation est « non-planifiée » ou « urgente », le candidat a la possibilité de s'engager sur un délai moindre que celui de 7 jours dans son Cadre de réponse technique (CRT). Le cas échéant, son offre sera valorisée lors de l'attribution du présent marché.

Durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à déployer, à tout moment, **au moins 10 agents** formés et qualifiés, avec un délai d'intervention maximal de **2 heures franches** à compter de la demande effectuée par le pouvoir adjudicateur.

Si le candidat s'engage sur un nombre d'agents supérieur dans son CRT, son offre sera valorisée lors de l'attribution du présent accord-cadre.

III.4 Les prestations de sécurité mobile (partie à bons de commande)

Les prestations de sécurité mobile de type rondes (ouverture, fermeture, aléatoire, etc.) seront commandées via des bons de commande et sur la base des taux horaires du BPU.

Un échange préalable entre le titulaire et le service définit la durée normale de ronde en fonction du site et des missions, la facturation sera alors effectuée par unité de commande basée sur des tranches de 15 minutes du taux horaire du BPU.

Les prestations de sécurité mobile seront considérées comme planifiées si elles sont commandées avec un préavis supérieur à 24 heures franches avant le début d'exécution des prestations.

Les prestations de sécurité mobile seront considérées comme urgentes si elles sont commandées avec un préavis inférieur à 24 heures franches avant le début d'exécution des prestations.

NB : Les prestations de sécurité mobile (de type rondes) seront toujours facturées « au réel » (soit selon les durées précédemment convenues). Le titulaire sera responsable de l'optimisation des plannings de son personnel afin que la durée minimale conventionnelle d'une période de travail des agents soit respectée.

III.5 Les prestations de télésurveillance (partie à bons de commande)

Les prestations liées à la télésurveillance seront commandées selon les tarifs indiqués au BPU.

Ces prestations seront facturées selon 2 modèles :

- Un abonnement mensuel pour le raccordement d'une centrale d'alarme vers le centre de télésurveillance du titulaire, comprenant les prestations de surveillance à distance et de déclenchement d'alerte (via appel téléphonique notamment)
- Un tarif forfaitaire d'intervention, facturé en cas de déplacement, dans le cas d'un engagement d'une intervention conformément aux consignes de déclenchement spécifiques ou s'appliquant par défaut

Le centre de télésurveillance devra être joignable 24/7 (soit 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, tous les jours de l'année) via un numéro de téléphone d'indicatif français (+33) et **non-surtaxé** (prix d'un appel local ou gratuit).

L'Université de Strasbourg fournira tous les équipements liés aux alarmes installées, de même, lors que les appareils de type PTI/DATI nécessitent une connexion sans fil, l'Université de Strasbourg fournira la puce de télécommunication.

IV. Missions attendues dans le cadre des prestations de sûreté

Les prestations de sûreté ont pour objectif la préservation de la sûreté des personnes et des biens sur les sites de l'Université de Strasbourg, dans le respect de la réglementation, y compris la réglementation intérieure.

La mission première du titulaire est de prévenir les actes de malveillance ainsi que les actions hostiles pouvant découler de menaces telles que : incivilités, dégradations volontaires, manifestations, rixes, prises d'otages, attentat, etc.

Cette action se traduit par la mise en œuvre d'un dispositif de protection propre à assurer la prévention face aux menaces précitées.

Le titulaire devra respecter les consignes émises par les responsables Unistra.

L'ensemble des fournitures associées aux prestations de sûreté sont incluses dans le prix des prestations, les agents devront a minima être équipés de :

- Moyens de communication (ex : radios, etc.) ;
- Moyens d'éclairage (ex : lampe-torche, etc.) ;
- Stylos ;
- Carnet ;
- Moyen de signalement (ex : sifflet) ;

Le titulaire sera par ailleurs tenu par un **devoir de conseil**, il s'engage à assister en permanence l'Université de Strasbourg dans le cadre de sa mission de sûreté pour adapter et optimiser l'organisation des actions et des prestations.

IV.1 Agrément et certification

Le titulaire devra détenir toutes les autorisations nécessaires pour l'exercice d'activités de sécurité privée, dont notamment l'agrément délivré par le Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS).

IV.2 Descriptions des prestations

IV.1.1 Gestion des accès

Le titulaire devra, selon les sites et sur demande :

- Procéder à la fermeture et/ou à l'ouverture des accès ;
- Intervenir pour permettre ou empêcher les accès ;
- Surveiller les accès et en assurer le contrôle.

IV.1.2 Gestion des espaces

Le titulaire devra veiller à assurer une surveillance active des sites en y assurant une **présence visible**, dont notamment, par la réalisation de **rondes pédestres** sur site.

NB : Ces rondes font partie des missions des agents dans le cadre de leurs vacances et sont à distinguer des rondes isolées, commandées sur la base du BPU.

La fréquence de ces rondes de surveillance/vérification sera déterminée par le service acheteur de chaque site.

Le titulaire aura pour mission de faire respecter, par l'ensemble des usagers et occupants, l'ensemble des réglementations en vigueur (dispositions légales et règlements intérieurs de l'Unistra).

Le titulaire devra assurer la quiétude des utilisateurs et du personnel intervenant sur les sites objets des prestations.

IV.1.3 Gestion des évènements indésirables

Le titulaire aura pour mission de prévenir les actes de malveillance (vols, dégradations, incivilités, squats, etc.) et les actions hostiles dont le titulaire aura la connaissance et dont il aura informé l'université, pouvant découler de menaces telles que : manifestations, rixes, prises d'otages, attentat, etc.

Le titulaire devra intervenir par une action adaptée sur tout évènement perpétré par un ou plusieurs individus, pouvant porter atteinte aux personnes et aux biens.

IV.1.4 Vigipirate

Des tâches de type « Vigipirate » (contrôle d'accès, filtrage, etc.) pourront également être demandées aux personnels du titulaire. Ces missions pourront être demandées au titulaire dans l'ensemble des prestations de sûreté telles que des événements festifs, des manifestations culturelles ou sportives, mouvements sociaux et autres aléas, etc. afin de garantir la sécurité des sites et des personnes.

IV.1.5 Participation à la constitution de dossier de dépôt de plainte

Le titulaire devra assister le pouvoir adjudicateur dans la constitution des dossiers de dépôt de plainte, dont notamment dans la préparation des éléments nécessaires au dépôt de plainte (recueil des renseignements, recueil des preuves photographiques, rassemblement des éléments matériels, gel des lieux, etc.)

IV.1.6 Gestion de l'information

Le titulaire s'engage à transmettre les consignes à toutes personnes susceptibles de les appliquer.

En coordination avec le pouvoir adjudicateur, le titulaire devra informer et/ou alerter les forces de l'ordre en cas d'évènements avérés ou risquant de se produire, pour une éventuelle intervention des forces publiques.

Le titulaire devra transmettre au pouvoir adjudicateur les demandes pour action émanant des utilisateurs et suivre les interventions effectuées.

Le titulaire devra rendre compte quotidiennement des évènements marquants en matière de sûreté par l'intermédiaire de rapports de ronde, remis au responsable Unistra compétent.

Le titulaire devra également assister et informer le personnel de sécurité interne du pouvoir adjudicateur.

IV.1.7 Gestion des matériels et équipements

Le titulaire devra gérer, suivre et maintenir en état ses matériels et équipements liés aux missions du titulaire et mis à disposition par le titulaire.

Le titulaire devra également gérer et suivre les matériels et équipements mis à disposition par le pouvoir adjudicateur et informer sans délai l'Université de tout dysfonctionnement, dégradation ou perte de :

- Matériels et équipements de gestion des accès aux sites : alarmes, interphonie, téléphonie, clés, moyens d'accès, etc.
- Matériel de signalisation dont la garde a été confiée au titulaire par l'Université de Strasbourg ;

Si des préjudices sont subis par le pouvoir adjudicateur par la faute du titulaire, le titulaire devra réparer l'intégralité des préjudices subis (ex : frais de serrurier suite à la perte de clés, clé de passe général, etc.)

Le titulaire devra procéder aux essais de bon fonctionnement des systèmes d'interphonie, de contrôle d'accès, d'anti-intrusion, de télécommande d'ouverture des accès et informer l'université en cas d'intervention nécessaire sur lesdits matériels et équipements qui ne pourraient être effectués par le titulaire ou dont il n'aurait pas la charge de la maintenance.

IV.1.8 Gestion des sinistres, incidents, accidents et anomalies

D'une manière générale, le titulaire devra immédiatement signaler à l'université tout évènement ou anomalie qu'il constatera par quelque moyen que ce soit.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage notamment à :

- S’informer en permanence des risques généraux et particuliers des sites objet des prestations ;
- Prendre toutes les dispositions utiles pour empêcher que se trouvent réunies les conditions d’accidents ou d’incendie ;
- Diligenter toute action afin de limiter les risques d’incendie ;
- Apporter les premiers secours, si nécessaire ;
- En cas de sinistre, assister le personnel de sécurité interne à l’université pour appliquer les consignes d’évacuation ;

- Mettre en place tant que de besoins des barrières, cônes de signalisation, signalisation provisoire, etc.

Intervenir et sécuriser :

- En cas de dégâts des eaux ;
- En cas de bris de vitres ou glaces ;
- En cas de sinistre du bâtiment.

Signaler à l'université les anomalies, telles que :

- L'encombrement des voies d'accès aux moyens de secours et issues de secours ;
- L'accumulation de matériaux combustibles ;
- Portes ouvertes en dehors des heures d'ouverture des sites objet des prestations ;
- Tentatives d'intrusion, de vols, d'actes de malveillance, etc.

IV.1.8 Gestion de la documentation

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à gérer, incrémenter et tenir à jour les documentations suivantes au minimum :

- Rapport de ronde ;
- Registre de sûreté ;
- Si nécessaire, participer à l'élaboration des documents réglementaires et d'exploitation.

V. Missions attendues dans le cadre des prestations de sécurité incendie

Les missions en sécurité incendie sont celles définies par le Règlement de Sécurité des ERP, et notamment aux articles MS 46 et M 29, et celles définies dans l'article 2 du l'arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité des établissements recevant du public (ERP) et des immeubles de grande hauteur (IGH).

Les prestations de sécurité incendie des bâtiments et des campus nécessitent la mise à disposition de personnels de surveillance ou de personnels qualifiés **SSIAP1** ou **SSIAP2**, selon les besoins des différents services et composantes de l'Université de Strasbourg.

L'ensemble des fournitures associées aux prestations de sécurité incendie sont incluses dans le prix des prestations, les agents devront a minima être équipés de :

- Moyens de communication (ex : radios, etc.) ;
- Moyens d'éclairage (ex : lampe-torche, etc.) ;
- Stylos ;
- Carnet ;
- Moyen de signalement (ex : sifflet) ;

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à accomplir les missions suivantes, notamment :

- Appliquer, lui-même, avec la plus grande rigueur, les instructions relevant des textes réglementaires en vigueur et les consignes particulières aux sites de l'Université de Strasbourg (règlement intérieur), que le titulaire a pour mission de faire respecter par ses utilisateurs et occupants ;
- Former son personnel à la parfaite connaissance du site et des installations techniques dont la surveillance est confiée au titulaire, et prendre en charge cette formation dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Effectuer tous les contrôles de sécurité et informer sans délai l'université en cas d'intervention nécessaire sur du matériel qui ne pourrait être effectuée par le titulaire ;
- S'informer en permanence des risques généraux et particuliers des sites de l'Université de Strasbourg ;
- Prendre toutes les dispositions utiles pour empêcher que se trouvent réunies les conditions d'accident ou d'incendie ;
- Assister l'organisme de vérification lors des visites réglementaires de contrôle des installations ;
- Intervenir pour permettre les accès à la commission de sécurité,
- assurer le contrôle des accès en l'absence des équipes de sûreté ;
- Exploiter les informations issues des prestations de sûreté, de prévention et de contrôle.

En cas de sinistre, incident, accident ou anomalie, le titulaire du présent accord-cadre s'engage à en informer sans délai le responsable du site. Il devra également :

- Diligenter toute action afin de limiter les risques d'incendie : dégagement d'encombrants pouvant se trouver dans les dessertes, devant les issues de secours, etc.. ;
- Intervenir sans délai lors de sinistres, incidents ou accidents, pour en supprimer ou tout au moins en limiter les effets ;
- Mettre en place des périmètres de sécurité si nécessaire ;
- Signaler à l'Université de Strasbourg les anomalies, à savoir par exemple :
 - Encombrement des voies d'accès aux moyens de secours et issues de secours ;
 - Accumulation de matériaux combustibles ;
 - Portes ouvertes au dehors des heures d'ouverture des différents sites objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à alerter le pouvoir adjudicateur et à intervenir, y compris dans les parties privatives, dans les cas suivants :

- Dégâts des eaux ;
- Bris de vitres ou glaces : ramassage immédiat des verres, balayage et aspiration des sols ;
- Sinistre du bâtiment : mise en place de moyens de protection (barrières, protection d'ouvrages, etc..) ;
- Apporter les premiers secours, si nécessaire ;

VI. Missions attendues dans le cadre des Prestations de sécurité mobile (de type rondes)

Durant les rondes **d'ouverture**, il est notamment demandé au personnel rondier de :

- Gérer les systèmes d'alarmes, le cas échéant

- Procéder à la bonne ouverture des accès
- Signaler toute anomalie constatée
- Effectuer toute autre manœuvre selon les consignes données

Durant les rondes de **fermeture**, il est notamment demandé au personnel rondier de :

- Gérer les systèmes d’alarmes, le cas échéant
- Vérifier la bonne fermeture des fenêtres
- Éteindre les lumières allumées le cas échéant
- Signaler toute anomalie constatée
- Effectuer toute autre manœuvre selon les consignes données
- Procéder à la bonne fermeture des accès

Rondes **périmétriques/aléatoires/de surveillance**, il est notamment demandé au personnel rondier de :

- Effectuer toute action selon les consignes transmises
- Relever toute anomalie
- Afficher une présence effective et ostensible
- Dissuader tout acte préjudiciable

Par ailleurs, l'Université de Strasbourg dispose de plusieurs jardins (jardin du Palais Universitaire, jardin botanique, jardin du Planétarium, etc.) pour lesquels des prestations de ronde pourront être commandées.

Pendant les rondes de surveillance des jardins, il est notamment demandé au personnel de surveillance :

- Pendant l'ouverture des jardins :
 - De faire respecter le règlement intérieur ;
 - De prévenir et lutter contre le vandalisme.

La surveillance du Jardin botanique débute à l'ouverture au public et s'opère de manière continue jusqu'à la fermeture ou selon le planning établi.

- Pendant la fermeture des jardins :
 - D'inviter les personnes se trouvant à l'intérieur des jardins à quitter le terrain universitaire et s'assurer de la sortie des visiteurs ;
 - De veiller à la bonne tranquillité des lieux ;
 - De prévenir et lutter contre le vandalisme.
- **Fermetures impératives** des jardins suivants les horaires définis.

À titre informatif, la fréquence des rondes augmente dans les jardins historiques et le Jardin botanique situés entre les bâtiments de la rue Goethe et de la rue de l'Université à Strasbourg, de mai à septembre.

Un rapport de ronde est à établir pour chaque ronde.

Par ailleurs, pour le Jardin botanique, un registre consignait les éventuelles anomalies et/ou dysfonctionnements doit être tenu à jour sur le site.

VII. Missions attendues dans le cadre des prestations de télésurveillance

Les prestations de télésurveillance sont des prestations qui concernent la gestion à distance des systèmes de sécurité.

Ces prestations seront commandées au titulaire, par chaque service acheteur de l'Unistra, sous forme d'abonnement mensuel et selon les prix en vigueur du BPU.

La liste des alarmes placées sous télésurveillance sera communiquée au titulaire après la notification du présent marché.

Le titulaire de l'accord-cadre assure la gestion à distance des alarmes :

- Anti-intrusion ;
- Incendie ;
- Techniques ;
- Protection du travailleur isolé (PTI).

Chaque composante peut disposer d'un ou plusieurs types d'alarmes.

*Rappel : Le centre de télésurveillance devra être joignable 24/7 (soit 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, tous les jours de l'année) via un numéro de téléphone d'indicatif français (+33) et **non-surtaxé** (prix d'un appel local ou gratuit).*

Le titulaire prend à sa charge l'ensemble des frais nécessaires au bon fonctionnement des prestations au quotidien. Quelles que soient les alarmes, le **traitement téléphonique de l'alarme** (appel émis par le titulaire à destination de l'université suite au déclenchement d'une alarme) sera obligatoirement **inclus dans les prix** de l'accord-cadre et ne pourra pas faire l'objet d'une facturation.

Les **interventions sur sites** seront **facturées en sus** suivant les prix renseignés au bordereau des prix et selon le nombre d'intervention réellement effectué et conforme aux consignes spécifiques ou standardisées de déplacement sur site.

VII.1 Agrément et certification

Le titulaire devra détenir tout agrément et toute autorisation nécessaire pour l'exercice d'activités de centre de télésurveillance.

La station de télésurveillance du titulaire devra, au minimum, être conforme au règlement de certification APSAD R31 (et son annexe APSAD P3) ou équivalent.

VII.2 Re-paramétrage des alarmes

Le titulaire retenu reparamétrera l'ensemble des matériels sur les différents sites de l'Université de Strasbourg vers sa station de surveillance, afin que les systèmes de télésurveillance soient opérationnels à

la date de commencement d'exécution des prestations. La prise en charge de la prestation de télésurveillance est comprise pendant ce délai.

Après la notification du présent l'accord-cadre et avant l'exécution effective de ce dernier, une réunion de lancement aura lieu entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire afin d'arrêter ensemble les précisions supplémentaires concernant le paramétrage, l'adressage des alarmes, etc.

Les frais de re-paramétrage sont inclus dans l'abonnement au centre de télésurveillance. De même, les frais liés au paramétrage des nouveaux appareils en cas d'ajout sont également inclus dans l'abonnement au centre de télésurveillance.

VII.3 Délais d'intervention

En observant les consignes particulières et générales décrites ci-après, en cas de déclenchement des alarmes, le titulaire devra **immédiatement** contacter la **chaîne de correspondants** et mobiliser une levée de doute (intervention sur site par le titulaire) si nécessaire.

Le titulaire devra contacter l'ensemble de la chaîne d'escalade et faire partir une équipe d'intervention sur site si nécessaire dans les délais suivants :

- Alarme anti-intrusion : 30 min à compter du déclenchement des alarmes ;
- Alarme incendie : 15 min à compter du déclenchement des alarmes ;
- Alarme technique : 30 min à compter du déclenchement des alarmes ;
- Alarme PTI : 15 min à compter du déclenchement des alarmes.

VII.4 Consignes en cas de déclenchement d'une alarme anti-intrusion, incendie ou technique

VII.4.1 Consignes particulières des sites

Dès la notification de l'accord-cadre, les services et composantes de l'Université de Strasbourg transmettront au titulaire les consignes à suivre suite au déclenchement d'une alarme, établies par type d'installation et par bâtiment : chaîne téléphonique en cascade du personnel Unistra avant intervention, levée de doute par un agent présent sur le site, intervention physique du titulaire sur le site, réarmement du système, etc.

En cas de modification des consignes particulières existantes ou en cas de nouveaux besoins, les services et composantes de l'université transmettront les nouvelles consignes au titulaire dans les meilleurs délais.

En l'absence de transmission au titulaire de ces consignes particulières, les consignes standardisées décrites ci-après s'appliqueront **par défaut**.

VII.4.2 Consignes standardisées s'appliquant à défaut de consignes spécifiques

La consigne type s'applique aux bâtiments dont les services ou composantes ayant la responsabilité n'ont pas transmis au titulaire de l'accord-cadre les consignes particulières, et ce jusqu'à la transmission effective des consignes particulières.

La consigne type s'applique, quel que soit le type d'installation : alarme anti-intrusion ; alarme incendie ; alarme technique.

Suite au déclenchement d'une alarme, le centre de télésurveillance contacte le(s) correspondant(s) sur place (exemple : responsables Unistra, agents logés, PCS, etc.) pour procéder à une levée de doute sur site. *Les coordonnées de ce(s) correspondant(s) seront transmises au titulaire dès notification de l'accord-cadre.*

S'il n'y a pas de correspondant sur place ou si les correspondants à joindre ne répondent pas, le titulaire de l'accord-cadre dépêche du personnel dans les plus brefs délais pour une intervention sur site.

VII.5 Consignes en cas de déclenchement d'une alarme de protection du travailleur isolé (PTI)

Lorsqu'un personnel est amené à travailler seul dans les bâtiments de l'Université, il utilise un système de Protection du travailleur isolé (PTI).

Dès notification de l'accord-cadre, les services et composantes de l'Université de Strasbourg transmettront au titulaire les coordonnées des correspondants Unistra à joindre dans le cadre du travail isolé.

Suite au déclenchement d'une alarme PTI, et si les correspondants à joindre ne répondent pas, une intervention sur site du titulaire de l'accord-cadre est obligatoire, dans les plus brefs délais.

La prise en compte des PTI doit être conforme à la réglementation en vigueur telle qu'inscrite dans le Code du travail.

NB : Si les personnels du titulaire sont amenés à travailler seuls (ex : rondes par un seul rondier), le titulaire sera responsable pour assurer la protection de ses travailleurs isolés.

VII.6 Bon fonctionnement des systèmes d'alarme

Le titulaire de l'accord-cadre assure le bon fonctionnement du raccordement des systèmes d'alarmes, à ses frais. Il procède aux réglages et aux opérations d'entretien nécessaires afin de garantir la liaison (ex : tests cycliques) entre les installations de l'université et la station de télésurveillance, à ses frais.

En cas de détection d'un défaut de télétransmission par le titulaire de l'accord-cadre, celui-ci en informe sans délai le pouvoir adjudicateur de l'anomalie.

Lorsque les services et composantes de l'Université de Strasbourg soupçonnent ou constatent un dysfonctionnement des systèmes d'alarme, ils en informent le titulaire de l'accord-cadre par mail ou par téléphone.

Le titulaire devra ensuite, dans un délai de 1 jour ouvré maximum, assister le pouvoir adjudicateur dans le diagnostic et le rétablissement de la liaison.

Dès notification de l'accord-cadre :

- Le titulaire transmettra à l'université l'adresse mail à utiliser pour signaler les dysfonctionnements, ainsi qu'un numéro de téléphone. Le titulaire assure la prise en compte des appels téléphoniques 24 h/24 et 7j/7, et ceux-ci ne pourront en aucun cas être surtaxés ;
- Les composantes et services de l'université transmettront au titulaire les horaires d'ouverture des bâtiments, pendant lesquelles les interventions sur les systèmes pourront être effectuées.

VIII. Dispositions relatives aux personnels du titulaire

VIII.1 Dispositions générales

L'ensemble des missions pourront être exécutées de manière conjointe avec les personnels internes du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engagera que les personnels mis à disposition dans le cadre des prestations du présent accord-cadre disposent, en tout point, des qualifications conformes vis-à-vis des réglementations en vigueur (carte professionnelle valide, formations SSIAP/SST à jour, etc.).

Quelque soit la prestation commandée et les horaires prévisionnels, les personnels engagés ne pourront effectivement quitter les lieux de prestation que sur libération expresse du pouvoir adjudicateur. Cette libération devra émaner d'un responsable Unistra ayant autorité et compétence à déclarer la fin de la prestation. Tout départ de personnel non annoncé ou non autorisé sera considéré comme un abandon de poste par les personnels du titulaire.

Les personnels d'encadrement devront obligatoirement disposer d'une **expérience de 3 ans** minimum sur un poste d'encadrant dans la sécurité privée et la sécurité incendie.

Une polyvalence des agents pouvant à la fois assurer des prestations de sûreté et des prestations de sécurité incendie est souhaitée, mais non obligatoire.

VIII.2 Reprise du personnel

Le titulaire, rentrant dans le champ d'application de la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité, s'engage à assurer la continuité des contrats de travail du personnel en cas de changement de prestataire dans les conditions prévues par les textes de référence.

L'état de la masse salariale, le nombre et les qualifications des personnels du titulaire sortant intervenant sur les sites de l'Université de Strasbourg peuvent être consultés dans le document « CCTP_Annexe 1_Personnels concernés par la reprise des contrats de travail ».

NB : Cette liste transmise par le titulaire sortant fait état de la masse salariale concernée par la reprise du contrat de travail à la date du 31 mai 2023.

VIII.3 Obligations et déontologie

L'ensemble des personnels du titulaire, et plus particulièrement les agents de sûreté, devront scrupuleusement respecter l'ensemble des dispositions règlementaires dans l'exercice de leurs fonctions, et notamment le Code de déontologie des personnes physiques ou morales exerçant des activités privées de sécurité, constitué des articles R631-1 à R631-32 du Code de la sécurité intérieure.

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000025503132/LEGISCTA000029656360/

L'ensemble des personnels du titulaire intervenant sur les sites de l'Université de Strasbourg sont tenus au **secret professionnel** et à la **discrétion professionnelle**. L'ensemble des personnels du titulaire ne devra, en aucun cas et sous aucune circonstance :

- Reproduire ou divulguer de manière non autorisée toute information ou document dont il a accès de par ses responsabilités (ex : plans, procédures internes, etc.) ;
- Consulter, reproduire ou divulguer toute information ou document administratif, scientifique, académique ou autre, manifestement dépourvu de lien direct avec l'exercice de leurs missions (rapports de recherche, comptes-rendus, notes, etc.).

Quel que soit la situation, l'ensemble des personnels devront faire preuve de patience, de retenue, de sang-froid, de fermeté, de politesse, de correction, de neutralité et de bienveillance lors des prestations.

En cas de **manquement** aux obligations et/ou au professionnalisme par les personnels, le titulaire pourra être convoqué par le pouvoir adjudicateur afin de faire cesser les manquements constatés. Des pénalités pourront également être appliquées au titulaire. Si nécessaire, des plans d'amélioration continue/feuilles de route pourront être établis par le titulaire et remis au pouvoir adjudicateur.

VIII.4 Connaissance des sites

Le titulaire sera responsable de la bonne transmission des consignes à l'ensemble de ses personnels intervenant à l'Université de Strasbourg dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire devra assurer que son personnel dispose d'une parfaite connaissance du site et des installations, matériels ou autres moyens techniques.

Le titulaire devra s'assurer que son personnel intervenant sur les sites du pouvoir adjudicateur connaît les consignes spécifiques du chaque site d'intervention concerné.

VIII.5 Vêtements de travail

Le titulaire devra mettre à disposition de son personnel affecté à l'Unistra, des tenues de service adaptées.

Ces tenues devront être strictement conformes aux règlementations en vigueur.

Ces tenues devront être propres, correctes et **obligatoirement et intégralement portées** durant la totalité de la durée de la prestation.

En cas de défaut de port de tenue adéquate, des pénalités pourront être appliquées au titulaire.

Il est par ailleurs souhaité que les tenues des agents de sécurité incendie comportent également les noms et logo de la société titulaire.

VIII.6 Retard ou remplacement

Lorsqu'un agent est en retard, absent ou se trouve dans l'impossibilité d'effectuer la prestation demandée, le titulaire devra prévenir sans délai le pouvoir adjudicateur et remplacer dans les plus brefs délais l'agent absent par un agent de compétence équivalente.

Le remplacement devra être effectif dans les **2 heures maximum** suivant l'heure de prise de poste initialement prévue.

En cas de retard ou d'absence, des pénalités pourront être appliquées au titulaire.

VIII.7 Formation des personnels

L'ensemble du personnel du titulaire devra disposer d'un niveau de maîtrise de la langue française suffisant.

Le titulaire devra dispenser des formations adéquates à l'ensemble de son personnel afin que ce dernier puisse assurer de manière optimale les diverses responsabilités qui lui seront confiées. L'ensemble des personnels devront au minimum détenir les diplômes de SST et de H0B0.

Le titulaire devra également assurer le recyclage des formations de son personnel le cas échéant.

L'ensemble des personnels devront être familier avec l'utilisation des équipements et matériels (dont notamment les radios, les logiciels de rondes, etc.).

De plus, le titulaire s'engage à proposer à l'ensemble de son personnel des programmes personnalisés et adaptés de formation continue.

Le candidat détaillera dans son CRT, les moyens mis en œuvre pour la formation du personnel.

VIII.8 Suivi du personnel

Le titulaire devra remettre au Département des achats et marchés (DAM) de l'Université de Strasbourg (dam@unistra.fr), une liste nominative des personnels affectés sur les différents sites de l'Unistra ainsi que, le cas échéant, le nom du responsable de chaque secteur.

Des listes partielles seront aussi transmises aux responsables des sites, en fonction de leur périmètre de responsabilités.

La liste sera remise au commencement du marché et tous les ans à la date de reconduction de l'accord-cadre, jusqu'au terme de celui-ci.

Elle sera également remise sur demande ponctuelle de l'université, dans un délai de 3 jours ouvrés à compter du jour de la demande.

Cette liste doit comprendre les qualifications et recyclages des agents et doit être tenue à jour.

En cas de changement de personnel, le titulaire s'engage à avvertir l'Université et à transmettre l'ensemble des informations relatives à ses qualifications dans un délai de 3 jours ouvrés avant l'entrée en fonction.

VIII.8 Personnels d'encadrement

Le titulaire de l'accord-cadre mettra en place une équipe de management, assurant ou non l'astreinte téléphonique de manière directe.

Cette équipe de management, dont le planning des intervenants sera communiqué mensuellement à l'Université de Strasbourg devra :

- Pouvoir répondre immédiatement à l'université ;
- Mettre en place dans les meilleurs délais les moyens nécessaires pour la bonne exécution des prestations ;
- Assister l'Université de Strasbourg dans la prise de décision.

VIII.9 Chef d'équipe

Les missions du chef d'équipe sont les suivantes :

- Prendre connaissance des consignes et donner les ordres nécessaires à leur exécution ;
- Former et informer, au quotidien, l'ensemble des agents sous sa responsabilité ;
- Contrôler les agents lors de leurs rondes ou interventions avec relevé des horaires sur le rapport de ronde ;
- Aviser les forces de l'ordre en cas de nécessité ;
- Rendre compte de tout évènement ou incident à sa hiérarchie et aux responsables Unistra ;
- Transmettre les consignes avant son départ lors des relèves.

VIII.10 Agent d'exploitation

Les missions générales des agents sont les suivantes :

- Assurer la surveillance des lieux et l'écoute radio permanente ;
- Porter secours à toute personne en difficulté ;
- Intervenir sur demande ;
- Veiller à l'application du règlement intérieur ;
- Porter en permanence l'uniforme qui lui a été confié (complet et en bon état).
- Se mettre à disposition des responsables de sites et encadrants locaux

Les conditions d'application de ces missions sont les suivantes :

- Régler les incidents, le plus discrètement possible, hors de la vue des usagers ;
- Procéder aux relèves sur les points en cas de garde statique pour assurer la continuité de service lors d'évènements particuliers ;
- Renseigner systématiquement le chef d'équipe et responsables Unistra sur les difficultés rencontrées dans l'accomplissement des missions.

VIII.10 Maître-chien

Le pouvoir adjudicateur pourra demander l'intervention de maîtres-chiens dans le cadre de la surveillance des campus.

Le titulaire de l'accord-cadre devra assurer de la qualification de maître-chien des agents qu'il mettra à disposition de l'Université de Strasbourg.

Le binôme humain-canin devra obéir à l'ensemble des dispositions réglementaires en vigueur (ex : vaccins à jour, laisse et muselière, règles d'intervention, etc.)

Le recours à un maître-chien aura lieu à titre préventif, à titre dissuasif ou à titre de détection du danger.

IX. Dispositions communes à l'ensemble des prestations

IX.1 Planification

Les prestations seront exécutées selon les spécificités propres à chaque composante et service de l'université.

Une ou plusieurs réunions préparatoires pour la mise en place des prestations pourront être organisées entre le titulaire et les différents services de l'Université de Strasbourg, pour fixer les plannings notamment, avant la date de commencement d'exécution des prestations.

Le titulaire devra pouvoir faire preuve d'une flexibilité horaire en ce qui concerne le relais entre les équipes de ronde. Aucun départ de poste ne pourra avoir lieu avant l'arrivée de la relève.

Par ailleurs, le temps de passation des consignes entre les équipes devra systématiquement être pris en compte dans les plannings, les consignes spécifiques devant être transmises à chaque personnel avant la prise de poste.

IX.2 Plan de prévention

En application du décret n° 92-158 du 20 février 1992 susvisé complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, un plan de prévention sera établi à la notification de l'accord-cadre entre le prestataire et l'Université de Strasbourg.

Il sera ensuite établi (dans un délai de 1 mois maximum après le début des prestations) un plan de prévention pour chaque site, entre la composante et le titulaire.

Le plan de prévention général de l'Université de Strasbourg sera utilisé.

IX.3 Obligations et responsabilité du titulaire

Le titulaire de l'accord-cadre doit s'assurer que son personnel intervenant connaît les consignes spécifiques de l'établissement et exécute les prestations demandées (contrôle des rondes). Il doit assurer l'information et/ou la formation de ses agents en cas d'évolution des consignes.

Par ailleurs, le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- À son personnel, au personnel de l'Université de Strasbourg ou à des tiers ;
- À ses biens, aux biens appartenant à la collectivité publique ou à des tiers.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

IX.4 Assurances

Le titulaire de l'accord-cadre doit, à la constitution du dossier du marché, justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations objet de l'accord-cadre.

IX.5 Accès aux sites et aux locaux

Les clés et/ou badges des différents locaux seront remis au titulaire qui s'engage à ne les utiliser que dans le cadre strict de sa mission, à ne pas les reproduire et à les restituer à la fin du présent accord-cadre.

Le renouvellement des clés et badges en cas de perte sera facturé au titulaire.

Rappel : Si des préjudices sont subis par le pouvoir adjudicateur par la faute du titulaire, le titulaire devra réparer l'intégralité des préjudices subis (ex : frais de serrurier/plan de clés suite à la perte de clés, de passe générale, etc.)

IX.6 Réunions de suivi

Le titulaire devra se soumettre à l'organisation du suivi et au contrôle des prestations décidés par le pouvoir adjudicateur.

Une ou plusieurs réunions de lancement pourront être organisées après l'attribution du présent marché et avant le début d'exécution de celui-ci.

Durant l'exécution du présent marché, le titulaire devra notamment répondre aux convocations du pouvoir adjudicateur et se présenter aux réunions de suivi des prestations. Chaque service acheteur pourra convoquer le titulaire pour une réunion de suivi de manière indépendante ou conjointe. Ces réunions pourront être mensuelles.

Le titulaire devra ensuite, le cas échéant, mettre en place les plans d'action nécessaires et identifiés lors des réunions de suivi des prestations.

Le titulaire devra également assurer un autocontrôle de ses prestations (audit interne, contrôle aléatoire, etc.).

IX.7 Statistiques des prestations

Le titulaire de l'accord-cadre devra tenir à jour un registre des prestations exécutées au titre du présent accord-cadre.

Ces statistiques seront transmises sous forme de tableau de type Excel et devront permettre de connaître avec facilité et précision les informations suivantes au minimum : la nature des prestations, la date, le nombre d'agents mobilisés, les qualifications des agents, la durée de vacation, les prix pratiqués. Ces statistiques seront remises au pouvoir adjudicateur sur simple demande et dans un délai maximum de 15 jours calendaires suite à la demande.

Ces statistiques pourront être établies en fonction de la catégorie des prestations (prestations de télésurveillance, prestations de surveillance humaine récurrentes, prestations de surveillance humaine ponctuelles, etc.)

Ces données seront transmises, dans un tableur Excel ou équivalent, au Département Achats Marchés sur simple demande, et dans un délai maximum de 15 jours calendaires.

IX.8 Contrôles des prestations réalisés par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'effectuer des contrôles aléatoires, notamment sur les points suivants :

- Bonne exécution de l'ensemble des missions demandées au titulaire
- Respect de l'ensemble des réglementations et du code de déontologie
- Maîtrise des compétences générales et réglementaires
- Connaissances des consignes spécifiques de l'Université de Strasbourg
- Aptitude des agents à utiliser les matériels

En cas de défaillance constatée, des pénalités pourront être appliquées au titulaire.

X. Dispositions spécifiques

X.1 Main courante et contrôle de rondes « électroniques »

Le titulaire devra tenir à jour une main courante lors de ses prestations.

Le pouvoir adjudicateur pourra imposer l'utilisation d'une solution de main courante et de contrôle de ronde électronique et ce dernier devra s'y conformer. Le cas échéant, le logiciel ainsi que les terminaux seront fournis par le pouvoir adjudicateur.

À titre d'information, et sans que cela ne puisse engager le pouvoir adjudicateur :

- La solution « Trackforce GuardTek » est déployée par la DALI dans son périmètre d'action
- Cette solution est en cours de déploiement sur le site du PEGE

X.2 Registre de sûreté

Le titulaire de l'accord-cadre devra tenir à jour le registre de sûreté. Un registre de sûreté sera disponible sur chaque site de l'université, objet de prestations de sûreté.

Ce registre devra être composé des éléments suivants au minimum :

- **Documentation générale :**
 - Manuel de gestion de crise ;
 - Règlement intérieur ;
 - Plans de l'Université de Strasbourg ;
 - Diplômes des agents ;
 - Planning de présence des agents ;
 - Fiches de poste des agents ;
 - Fiches réflexes des agents ;
- **Documentation spécifique :**
 - Procédures permanentes et temporaires des sites ;
 - Procédure d'utilisation des équipements techniques ;
 - Cahier des consignes ;
- **Volet « traçabilité de la prestation » :**
 - Fiche d'autocontrôle de la prestation humaine mise en œuvre par le titulaire ;
 - Fiches de suivi des formations ;
 - Bilan mensuel des dysfonctionnements constatés ;

X.3 Exercices de gestion de situations d'urgence

Le prestataire pourra être sollicité pour participer à des exercices de gestion de situations d'urgence. Ces exercices pourront être inopinés.

XI. Responsabilité sociale des organisations

XI.1 Considérations environnementales

XI.1.1 Dispositions générales

Dans un souci de réduire son impact sur l'environnement et de minimiser son empreinte écologique, l'Université de Strasbourg souhaite valoriser les entreprises promotrices de la protection environnementale.

Le pouvoir adjudicateur **n'impose aucune forme précise concernant les engagements** pouvant être pris par le candidat. Ce dernier est invité à indiquer dans son Cadre de réponse technique (CRT), les mesures mises en place et/ou celles sur lesquelles il s'engage à mettre en place dans le cadre d'exécution du présent marché. Les différents engagements éventuels du candidat seront pris en compte dans leur globalité dans l'attribution du présent marché.

NB : Le candidat est invité à indiquer les seuls engagements excédant les obligations réglementaires telles que le tri des déchets, le respect des ZFE-m, etc.

XI.1.2 Prestations isolées de sûreté et de sécurité incendie liées à l'évènementiel

Dans le cadre du présent marché, la Direction des affaires logistiques intérieures (DALI) sera compétente pour l'organisation de l'ensemble des événements se déroulant sur le campus de l'Esplanade, le campus Historique et les bâtiments du secteur de la Forêt Noire.

Cette nouvelle organisation a notamment pour objectif de centraliser les demandes de prestations liées aux manifestations événementielles afin d'optimiser les déplacements et les roulements des agents, ainsi que d'améliorer la fluidité dans la transmission des consignes.

XI.2 Considérations sociales

Dans un souci de promotion de l'emploi et de la lutte contre l'exclusion, l'Université de Strasbourg souhaite valoriser les acteurs économiques catapulteurs du développement social. De même, l'Université de Strasbourg souhaite favoriser les candidats œuvrant pour le bien-être général de ses salariés et/ou collaborateurs.

De même, l'Université de Strasbourg s'engage à recourir, dans la mesure du possible, aux vacations de longues durées afin d'améliorer les conditions de travailleurs des intervenants.

Le pouvoir adjudicateur **n'impose aucune forme précise concernant les engagements** pouvant être pris par le candidat. Ce dernier est invité à indiquer dans son Cadre de réponse technique (CRT), les mesures mises en place et/ou celles sur lesquelles il s'engage à mettre en place dans le cadre d'exécution du présent marché. Les différents engagements éventuels du candidat seront pris en compte dans leur globalité dans l'attribution du présent marché.

Si le candidat souhaite engager des personnels issus d'ateliers et chantiers d'insertion notamment, il devra s'assurer que ces personnels disposent également de l'ensemble des qualifications et autorisations nécessaires.

NB : Le candidat est invité à indiquer les seuls engagements excédant les obligations réglementaires telles que le respect du temps de repos, l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, etc.

XII. Annexes au CCTP

Annexe 1_Personnels concernés par la reprise des contrats de travail

Annexe 2_Besoins réguliers et variables